



fccq | Fédération des chambres
de commerce du Québec



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
SAGUENAY-LE FJORD

COMMUNIQUÉ
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Budget fédéral 2019-2020

Des initiatives intéressantes, mais peu pour les infrastructures nécessaires au développement

Saguenay, le 20 mars 2019 – Le gouvernement fédéral a déposé hier un budget proposant des initiatives intéressantes, mais la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et la Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-Le Fjord (CCISF) déplorent le manque de mesures nécessaires au développement des infrastructures.

« Les initiatives présentes comme l'allocation de soutien à la formation, les investissements dans Internet haute vitesse et l'appui aux entreprises innovantes seront utiles aux entreprises de toutes les régions du Québec », affirme Stéphane Forget, président-directeur général de la FCCQ. « Il faut cependant des moyens plus importants et leur déploiement rapide pour assurer la compétitivité des entreprises et la capacité des employés de répondre aux exigences du marché du travail actuel et futur », ajoute Sandra Rossignol, vice-présidente exécutive et directrice générale de la Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-Le Fjord (CCISF).

Mesures pour les travailleurs

La FCCQ demandait, dans son mémoire prébudgétaire, des mesures pour aider les entreprises à faire face à la rareté de main-d'œuvre et salue ainsi la bonification de l'exemption des gains du Supplément de revenu garanti, qui incitera les travailleurs expérimentés à faible revenu, les plus susceptibles à avoir besoin de travailler, à rester sur le marché du travail. « Les entreprises à la recherche de main-d'œuvre auraient intérêt à pouvoir maintenir les travailleurs expérimentés en milieu de travail, afin de répondre à leur besoin de main-d'œuvre tout en favorisant le transfert de connaissances », rappellent Stéphane Forget et Sandra Rossignol, alors que plusieurs entreprises du Saguenay-Lac-Saint-Jean cherchent activement du personnel.

Le gouvernement a compris l'importance d'investir en formation, mais ce qui est proposé dans le budget déposé par le ministre Bill Morneau est nettement insuffisant et sa mise en place progressive ne permettra probablement pas de faire face aux défis urgents du marché du travail, selon la FCCQ, qui prône depuis deux ans la création d'un régime volontaire d'épargne pour la formation continue. Financée à même les fonds de l'assurance-emploi, il faudra prévoir que les employeurs auront leur mot à dire sur l'application d'une telle mesure, notamment quant au moment et au sujet des formations suivies.

Déploiement d'Internet haute vitesse partout au Québec

La FCCQ et la CCISF souscrivent à l'objectif du gouvernement fédéral de donner à tous les Canadiens un accès à Internet haute vitesse et saluent les sommes annoncées. « Nous espérons que les sommes seront déployées rapidement et que les programmes feront l'objet d'une évaluation de performance afin d'assurer à tous les ménages et entreprises d'avoir accès aux technologies numériques nécessaires aujourd'hui », précise Sandra Rossignol.

La FCCQ demande également au gouvernement fédéral de collaborer avec le gouvernement du Québec afin de favoriser le déploiement des réseaux numériques dans les zones moins bien desservies, ainsi que dans l'administration et la coordination des programmes afin d'éviter les doublons.

Régime national d'assurance-médicaments

La FCCQ et CCISF saluent la volonté du gouvernement de travailler sur un régime d'assurance-médicaments en collaboration avec les provinces et les territoires, les peuples autochtones, les patients et des experts, et ce, afin de dresser une liste exhaustive de médicaments sur ordonnance et de développer une Stratégie nationale pour les médicaments coûteux pour le traitement des maladies rares. « Nous croyons que la meilleure façon d'y arriver est de mettre en place un régime mixte qui comblera les lacunes en matière de couverture », souligne Stéphane Forget. « Le futur régime doit également être pérenne, sans alourdir le fardeau fiscal des entreprises et des contribuables canadiens », ajoute Mme Rossignol.

LA FORCE DU RÉSEAU



La FCCQ soutient également qu'un régime national d'assurance-médicaments qui aurait pour seul but de réduire le coût des médicaments risque de restreindre l'accès aux traitements de pointe et d'avoir des répercussions importantes sur la recherche et le développement, les sciences de la vie et l'accès des patients aux nouveaux médicaments, notamment grâce aux essais cliniques.

Mesures de compensation aux producteurs soumis à la gestion de l'offre

La FCCQ et la CCISF saluent le soutien offert aux producteurs agricoles et l'aide visant à protéger la valeur des investissements des agriculteurs dans les secteurs soumis à la gestion de l'offre à la suite de l'AECG et du PTPGP. « La volonté annoncée du gouvernement fédéral de continuer de collaborer avec l'industrie est essentielle afin de répondre aux effets possibles de l'AEUCM et nous espérons que les prochaines mesures seront calculées en fonction de la valeur actuelle nette des pertes perpétuelles que subira l'industrie », souligne le président-directeur général de la FCCQ. « Il faut que les producteurs et transformateurs québécois reçoivent leur juste part des compensations, compte tenu de leur importance au sein de l'industrie canadienne », ajoute la vice-présidente exécutive et directrice générale de la CCISF.

Les oubliés du budget

« Nous sommes déçus que le présent budget n'accorde pas davantage d'importance aux investissements en infrastructures nécessaires au développement », déplore Stéphane Forget. « Pour que le projet de train grande fréquence (TGF) de VIA Rail puisse être réalisé à l'horizon 2023, il aurait fallu une enveloppe dédiée à la construction du TGF dans le budget. »

« De même, le maintien et le remplacement de la flotte de brise-glaces exigent des investissements majeurs, car leur vétusté menace l'efficacité du corridor maritime du Saint-Laurent, et met en péril nos échanges commerciaux qui ne cessent de croître », remarque Stéphane Forget, soulignant cependant certaines mesures pour les chantiers maritimes, notamment celui de la Davie. « Dans un contexte de rareté de main-d'œuvre, il est important d'assurer un maintien des emplois et de l'expertise retrouvée au chantier de Lévis, et cela passe entre autres par des contrats du gouvernement fédéral, notamment par l'acquisition de nouveaux traversiers dans l'Atlantique, pour lesquels nous souhaitons que le gouvernement fédéral fasse confiance aux chantiers maritimes québécois dans l'octroi des contrats », affirme Sandra Rossignol.

Les aéroports régionaux ont des besoins importants en réfection de leurs infrastructures et en développement afin d'assurer une desserte aérienne efficace dans les régions éloignées. Le gouvernement du Québec a fait un premier effort au cours des derniers mois, et la FCCQ aurait souhaité que le gouvernement fédéral emboîte le pas.

« Plusieurs de nos médias régionaux attendaient de voir se concrétiser le soutien annoncé dans la mise à jour économique de novembre dernier », rappelle Sandra Rossignol. « L'absence d'une quelconque mention de ce sujet dans le budget fait perdurer l'inquiétude. »

Enfin, dans un contexte où la réforme fiscale américaine a envoyé un signal aux investisseurs étrangers, le Canada aurait dû et doit envoyer des signaux identiques afin de préserver l'attractivité et la compétitivité de ses entreprises et ainsi éviter de voir des investissements déplacés au sud de la frontière.

Résorption du déficit

La FCCQ et la CCISF demandent depuis le premier budget du ministre Morneau que le gouvernement présente un plan réaliste de résorption du déficit afin de rencontrer l'équilibre budgétaire : « Dans un contexte de situation financière favorable, il est déplorable de constater une fois de plus l'absence d'un plan de résorption du déficit nécessaire aux principes de saine gestion des finances publiques », conclut Stéphane Forget.



fccq | Fédération des chambres
de commerce du Québec



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
SAGUENAY-LE FJORD

À propos de la CCISF

À propos de la FCCQ

Grâce à son vaste réseau de plus de 130 chambres de commerce et 1 100 membres corporatifs, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) représente plus de 50 000 entreprises exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. Plus important réseau de gens d'affaires et d'entreprises du Québec, la FCCQ est à la fois une fédération de chambres de commerce et une chambre de commerce provinciale. Ses membres, qu'ils soient chambres ou entreprises, poursuivent tous le même but : favoriser un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.

-30-

Pour information :

XXXX	FCCQ Joanne Beauvais Directrice, Communications joanne.beauvais@fccq.ca 514 844-9571, poste 3242 Cell : 514 928-8373
------	--